

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11106]

4 MARS 2015. — Arrêté royal portant l'agrément de la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, l'article 220;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire, les articles 18, § 3, et 19;

Considérant qu'en date du 28 novembre 2014, les membres fondateurs de l'asbl Accesso, en constitution, ont introduit une demande d'agrément en tant que Caisse de compensation, visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2014, l'asbl Accesso a été constituée et que ses statuts ont été publiés aux annexes du *Moniteur belge* du 29 décembre 2014;

Considérant qu'en date du 19 décembre 2014, la FSMA a émis son avis sur la demande d'agrément en application de l'article 18, § 3, de l'arrêté royal du 10 avril 2014 réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire, et qu'elle ne s'est pas opposée à cet agrément,

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs;

Article 1^{er}. Les statuts de constitution de l'asbl Accesso, numéro d'entreprise 0506.857.563, sont approuvés.

Toute modification de ces statuts est soumise pour approbation.

Art. 2. L'asbl Accesso est agréée comme la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Art. 3. Le règlement de compensation, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11106]

4 MAART 2015. — Koninklijk besluit tot erkenning van de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, artikel 220;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet, de artikelen 18, § 3, en 19;

Overwegende dat op 28 november 2014 de stichtende leden van de vzw Accesso, in oprichting, een aanvraag hebben ingediend tot erkenning als Compensatiekas, bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen;

Overwegende dat op 15 december 2014 de vzw Accesso werd opgericht en haar statuten werden bekendgemaakt in de bijlagen aan het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2014;

Overwegende dat de FSMA, in toepassing van artikel 18, § 3, van het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet op 19 december 2014, advies heeft verstrekt over de aanvraag tot erkenning en zich niet heeft verzet tegen deze erkenning,

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten;

Artikel 1. De oprichtingsstatuten van de vzw Accesso, ondernemingsnummer 0506.857.563, worden goedgekeurd.

Elke wijziging van deze statuten wordt ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 2. De vzw Accesso wordt erkend als de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen.

Art. 3. Het bij dit besluit gevoegde compensatiereglement wordt goedgekeurd.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Annexe à l'arrêté royal du 4 mars 2015 portant l'agrément de la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

ASBL Accesso

Règlement de compensation

Le présent règlement est le règlement de compensation tel que visé à l'article 18, § 4, 2° de l'Arrêté royal du 10 avril 2014 *réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire*. Ce règlement décrit plus précisément le mode de répartition des différents coûts qui incombent à la Caisse de compensation en vertu de cette législation, ainsi que les rapports qui doivent être établis dans ce cadre.

CHAPITRE I. — *Définitions*

Article 1^{er}. Dans ce règlement de compensation, l'on entend par :

- 1° la loi : la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances;
- 2° l'arrêté royal : l'arrêté royal du 10 avril 2014 réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire;
- 3° le Bureau du suivi : le Bureau du suivi de la tarification visé à l'article 217, §§ 1^{er} et 2, de la loi;
- 4° la Caisse de compensation : la Caisse de compensation visée à l'article 220 la loi;
- 5° les statuts : les statuts de l'asbl Accesso définissant la création et le fonctionnement de la Caisse de compensation;
- 6° contrat d'assurance : le contrat d'assurance tel que visé à l'article 224, alinéa 1^{er}, de la loi.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Doivent participer à la Caisse de compensation et respecter le présent règlement de compensation :

- 1° les entreprises d'assurance proposant des contrats d'assurance en Belgique;
- 2° les établissements de crédit et les entreprises hypothécaires proposant en Belgique des crédits hypothécaires contractés en vue de la transformation ou de l'acquisition de l'habitation propre et unique du candidat preneur d'assurance.

Le fait qu'une entreprise d'assurance, un établissement de crédit ou une entreprise hypothécaire soit ou non affilié(e) à l'asbl Accesso est sans incidence sur la nature de ses obligations vis-à-vis de la Caisse de compensation.

Art. 3. La Caisse de compensation a pour mission de répartir les coûts suivants entre les entreprises visées à l'article 2, 1° et 2° :

- 1° les frais de fonctionnement du Bureau du suivi;
- 2° les frais de fonctionnement de l'asbl Accesso;
- 3° les interventions de l'asbl Accesso dans les surprimes telles que visées à l'article 4 des statuts.

L'ensemble de ces coûts sont répartis conformément aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté royal et des chapitres III à V inclus du présent règlement.

CHAPITRE III. — *Répartition des frais de fonctionnement du Bureau du suivi*

Art. 4. Les frais de fonctionnement du Bureau du suivi incluent notamment :

- 1° les indemnités du Président et des membres du Bureau du suivi, visées à l'article 12, § 1^{er}, dernier alinéa, de l'arrêté royal;
- 2° les coûts liés au secrétariat du Bureau du suivi;
- 3° les coûts liés à la plate-forme électronique sécurisée, visés à l'article 1^{er}, 12°, du règlement d'ordre intérieur du Bureau du suivi.

Art. 5. Au cours du deuxième trimestre de chaque année civile (année A), l'asbl Accesso demande aux entreprises d'assurance, aux établissements de crédit et aux entreprises hypothécaires le versement d'une contribution provisoire qui doit servir à couvrir les frais de fonctionnement estimés du Bureau du suivi pour l'année civile en cours (année A).

Les frais de fonctionnement estimés sont répartis comme suit :

- 1° 50 % à charge du secteur des entreprises d'assurance;
- 2° 50 % à charge du secteur des établissements de crédit et des entreprises hypothécaires.

Toute entreprise d'assurance visée à l'article 2, 1°, contribue au montant spécifié à l'alinéa 2, 1°. La contribution provisoire par entreprise d'assurance s'obtient en multipliant ce montant par le rapport entre le nombre de dossiers recevables que le Bureau du suivi a traités au cours de l'année civile précédente (année A-1) et qui visaient une décision de l'entreprise concernée, et le nombre total de dossiers recevables traités par le Bureau du suivi au cours de cette année civile. Si aucune estimation du montant précisé au deuxième alinéa, 1° n'est disponible, la contribution provisoire par entreprise d'assurance est égale à sa contribution définitive de l'année civile précédente (année A-1).

Tout établissement de crédit et toute entreprise hypothécaire visés à l'article 2, 2° contribue au montant spécifié au deuxième alinéa, 2°. Cette contribution n'est pas calculée séparément mais est ajoutée au montant à répartir qui est dû sur la base du Chapitre IV du présent Règlement. Le mode de calcul de la répartition de ces coûts est identique à celui prévu aux articles 9 et 10.

Art. 6. Au cours du deuxième trimestre de l'année civile suivant l'année civile visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, (année A+1), l'ASBL Accesso établit un décompte sur la base des frais réellement exposés (au cours de l'année A) et les contributions provisoires sont régularisées.

La contribution définitive par entreprise d'assurance s'obtient en multipliant 50 % des frais de fonctionnement réels par le rapport entre le nombre de dossiers recevables traités par le Bureau du suivi au cours de l'année civile (année A) visée à l'article 5, alinéa 1^{er} et visant une décision de l'entreprise concernée et le nombre total de dossiers recevables traités par le Bureau du suivi au cours de cette année civile.

La contribution définitive par établissement de crédit ou entreprise hypothécaire n'est pas calculée séparément mais est ajoutée au montant à répartir qui est dû sur la base du Chapitre IV du présent Règlement. Le mode de calcul de la répartition de ces coûts est identique à celui prévu aux articles 9 et 10.

Les entreprises d'assurance dont le décompte présente un solde négatif paieront leur contribution à l'asbl Accesso dans un délai de trente jours suivant la réception du décompte. A l'issue de ce délai, et à la condition qu'elle dispose des fonds nécessaires, l'asbl Accesso procédera ensuite au remboursement des entreprises d'assurance dont le décompte présente un solde positif.

Art. 7. Les frais de fonctionnement inhérents au lancement du Bureau du suivi peuvent être avancés par Assuralia et Febelfin, respectivement à concurrence de 50 %. Ces avances seront remboursées par l'asbl Accesso dans un délai de 24 mois.

CHAPITRE IV. — Répartition des frais de fonctionnement de l'asbl Accesso

Art. 8. Les frais de fonctionnement de l'asbl Accesso incluent notamment :

- 1° les frais inhérents à la bonne gestion, l'organisation et le contrôle de l'asbl Accesso, tels que visés à l'article 15 des statuts;
- 2° les frais inhérents à la gestion journalière de l'asbl Accesso.

Art. 9. Au deuxième trimestre de chaque année civile (année A), l'asbl Accesso demande aux entreprises d'assurance, aux établissements de crédit et aux entreprises hypothécaires le versement d'une contribution provisoire qui doit servir à couvrir les frais de fonctionnement estimés de l'asbl Accesso pour l'année civile en cours (année A).

Les frais de fonctionnement estimés sont répartis comme suit :

- 1° 50 % à charge du secteur des entreprises d'assurances;
- 2° 50 % à charge du secteur des établissements de crédit et des entreprises hypothécaires.

Toute entreprise d'assurance visée à l'article 2, 1°, contribue au montant spécifié à l'alinéa 2, 1°. La contribution provisoire par entreprise d'assurance s'obtient en multipliant ce montant par le rapport X / Y où

- X = le nombre de contrats d'assurance de cette entreprise d'assurance pour lesquels, au cours de l'année civile précédente (année A-1), une partie de la surprime était soumise au mécanisme de compensation de la Caisse de compensation;
- Y = le nombre total de contrats d'assurance pour lesquels, au cours de cette même année civile (année A-1), une partie de la surprime était soumise au mécanisme de compensation de la Caisse de compensation.

S'il n'y a pas d'estimation disponible du montant visé à l'alinéa 2, 1°, la contribution provisoire par entreprise d'assurance est égale à sa contribution définitive de l'année civile précédente (année A-1).

Tout établissement de crédit et entreprise hypothécaire visé(e) à l'article 2, 1°, contribue au montant spécifié à l'alinéa 2, 1°. La contribution provisoire par établissement de crédit ou entreprise hypothécaire est égale à sa contribution définitive de l'année civile précédente (année A-1).

Les établissements de crédit et entreprises hypothécaires inscrits ou enregistrés dans le courant de l'année A par la FSMA (loi "relative au crédit hypothécaire" du 4 août 1992) ou ayant obtenu un agrément de la FSMA ou ayant été enregistrés par elle (loi du 19 avril 2014 "portant insertion du livre VII "Services de paiement et de crédit" dans le Code de droit économique") paient la contribution minimale, comme précisé à l'article 6, fixée pour l'année A-1.

Art. 10. Au cours du deuxième trimestre de l'année civile suivant l'année civile visée à l'article 9, alinéa 1^{er}, (année A+1), l'asbl Accesso établit un décompte sur la base des frais réellement exposés et les contributions provisoires sont régularisées.

La contribution définitive par entreprise d'assurance s'obtient en multipliant 50 % des frais de fonctionnement effectifs par le rapport X / Y où

- X = le nombre de contrats d'assurance de cette entreprise d'assurance pour lesquels, au cours de l'année civile précédente (année A) visée à l'article 9, alinéa 1^{er}, une partie de la surprime était soumise au mécanisme de compensation de la Caisse de compensation;
- Y = le nombre total de contrats d'assurance pour lesquels, au cours de cette même année civile (année A), une partie de la surprime était soumise au mécanisme de compensation de la Caisse de compensation.

La contribution définitive par établissement de crédit ou entreprise hypothécaire s'obtient en multipliant 50 % des frais de fonctionnement effectifs, diminués du total des contributions fixes minimales payées par les établissements de crédit et les entreprises hypothécaires qui contribuent conformément au régime des contributions fixes minimales, tel que visé à l'alinéa suivant, par le rapport entre d'une part l'encours total de crédits hypothécaires de l'établissement de crédit ou de l'entreprise hypothécaire concerné(e) conformément au tableau publié par la FSMA sur son site internet au moment du calcul de cette contribution et intitulé "Soldes restant (corriger dans statuts fr) dus des crédits hypothécaires - 31.12.[année calendrier]" et, d'autre part, l'encours total, selon ce même tableau, de crédits hypothécaires de tous les établissements de crédit et entreprises hypothécaires qui ne contribuent pas sur la base du régime des contributions fixes minimales.

L'asbl Accesso fixe chaque année, sur proposition des membres de la Catégorie B de son conseil d'administration, une contribution fixe minimale à payer par les établissements de crédit et les entreprises hypothécaires ayant un encours total de crédits hypothécaires de 0 à 50.000.000,00 euros inclus et une contribution fixe minimale à payer par les établissements de crédit et les entreprises hypothécaires ayant un encours total de crédits hypothécaires de 50.000.000,01 à 500.000.000,00 euros inclus. Cette décision sera ratifiée par les membres de cette Catégorie lors de la prochaine assemblée générale de l'asbl Accesso.

Après la clôture de l'exercice, ce coût est calculé pour la Catégorie B et réparti entre toutes les entreprises en fonction de leur part de marché. Si la contribution fixe minimale ne dépasse pas la part des établissements de crédit et des entreprises hypothécaires dans ce coût en vertu de ce régime, ces derniers ne devront pas payer de contribution supplémentaire.

Les entreprises d'assurance, les établissements de crédit et les entreprises hypothécaires dont le décompte présente un solde négatif, paieront leur contribution à l'asbl Accesso dans un délai de trente jours suivant la réception du décompte. A l'issue de ce délai, et à la condition qu'elle dispose des fonds nécessaires, l'asbl Accesso procédera ensuite au remboursement des entreprises d'assurance, des établissements de crédit et des entreprises hypothécaires dont le décompte présente un solde positif.

Art. 11. Les frais de fonctionnement inhérents au lancement de l'asbl Accesso peuvent être avancés par Assuralia et Febelfin, respectivement à concurrence de 50 %. Ces avances seront remboursées par l'asbl Accesso dans un délai de 24 mois.

CHAPITRE V. — Répartition des interventions de l'asbl Accesso dans les surprimes

Art. 12. Dans un délai de 2 mois suivant l'année civile précédente, chaque entreprise d'assurance visée à l'article 2, 1° transmet à l'asbl Accesso un "fichier des primes" qui reprend toutes les informations dont la Caisse de compensation a besoin pour remplir sa mission légale.

Pour chaque contrat d'assurance pour lequel une partie de la surprime a été soumise au cours de l'année civile précédente (année A-1) au mécanisme de compensation de la Caisse de compensation, ce fichier des primes reprend notamment les éléments suivants :

- 1° le montant de la/des surprime(s) n'ayant pas été imputée(s) au preneur d'assurance et étant donc soumis au mécanisme de compensation;
- 2° le nom de l'établissement de crédit ou de l'entreprise hypothécaire concerné(e) qui propose le crédit hypothécaire et dont le contrat d'assurance garantit le remboursement.

L'asbl Accesso peut imposer une structure fixe pour ce fichier des primes.

L'asbl Accesso peut également demander, à titre intérimaire, un fichier des primes portant sur une partie de l'année civile. Dans ce cas, chaque entreprise d'assurance visée à l'article 2, 1° transmet ce fichier dans un délai de 2 mois suivant la demande.

Si le délai visé aux 1^{er} et 4^e alinéas est dépassé, un rappel sera envoyé avec la demande de fournir le fichier des primes dans un délai de 10 jours ouvrables maximum.

Art. 13. Avant de procéder à la compensation, l'asbl Accesso vérifiera l'exhaustivité et l'exactitude des fichiers des primes. Si elle constate qu'un fichier est incomplet ou doute de son exactitude, elle en informera l'entreprise d'assurance concernée et lui demandera de vérifier le fichier des primes.

L'entreprise d'assurance rectifiera le fichier des primes là où nécessaire et transmettra le fichier des primes rectifié à l'asbl Accesso dans le délai fixé par l'asbl et au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année civile au cours de laquelle doit intervenir le reporting.

Art. 14. Par contrat d'assurance, l'intervention dans la/les surprime(s) attribuée(s) par une entreprise d'assurance à un preneur d'assurance se répartit de la manière suivante :

- 1° 50 % de l'intervention restent, à titre de risque propre, à la charge de l'entreprise d'assurance qui a conclu le contrat d'assurance;
- 2° 50 % de l'intervention sont supportés par l'établissement de crédit ou l'entreprise hypothécaire ayant accordé le crédit hypothécaire.

Art. 15. Au cours du deuxième trimestre de chaque année civile (année A), l'asbl Accesso établit par entreprise d'assurance, établissement de crédit et entreprise hypothécaire un décompte concernant l'année écoulée (année A-1) selon les modalités décrites à l'article 14, et elle transmet ce décompte aux entreprises concernées.

Le décompte pour un établissement de crédit ou une entreprise hypothécaire reprend notamment les éléments suivants :

- 1° une vue d'ensemble des contrats d'assurance qui ont été pris en compte;
- 2° le montant total dont l'établissement de crédit ou l'entreprise hypothécaire est redevable à l'asbl Accesso.

Le décompte pour une entreprise d'assurance reprend notamment les éléments suivants :

- 1° une vue d'ensemble des contrats d'assurance qui ont été pris en compte;
- 2° le montant total qui sera remboursé à l'entreprise d'assurance par l'asbl Accesso.

Si une entreprise constate une erreur dans le décompte, elle en informe l'asbl Accesso dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du décompte.

Art. 16. Les établissements de crédit effectuent le paiement à l'asbl Accesso dans un délai de trente jours à dater de la réception du décompte. À l'issue de ce délai, et à la condition qu'elle dispose des fonds nécessaires, l'asbl Accesso procédera ensuite au remboursement des entreprises d'assurance.

Les éventuelles contributions impayées d'une entreprise d'assurance dans les frais de fonctionnement de l'asbl Accesso ou du Bureau du Suivi pourront être portées en déduction du montant à rembourser à l'entreprise d'assurance.

Art. 17. Une entreprise d'assurance peut convenir avec un établissement de crédit ou une entreprise hypothécaire d'une liquidation directe, par cet établissement de crédit ou cette entreprise hypothécaire, de la contribution visée à l'article 14, 2°, ce en dehors de l'asbl Accesso.

Si une entreprise d'assurance utilise ce procédé, ce recours sera mentionné dans le reporting décrit à l'article 12 de sorte qu'il puisse en être tenu compte dans le décompte décrit à l'article 15.

Le fait qu'une entreprise d'assurance et un établissement de crédit ou une entreprise hypothécaire conviennent d'une liquidation directe, par cet établissement de crédit ou cette entreprise hypothécaire, de la contribution, ce en dehors de l'asbl Accesso, n'a pas d'incidence sur les contributions de chacun aux frais de fonctionnement du Bureau du suivi ou de l'asbl Accesso.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 mars 2015 portant l'agrément de la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Bijlage bij het koninklijk besluit van 4 maart 2015 tot erkenning van de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen

vzw Accesso

Compensatiereglement

Het onderhavige reglement is het compensatiereglement als bedoeld in artikel 18, § 4, 2° van het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet. Dit reglement beschrijft meer bepaald hoe de omslag verloopt van de verschillende kosten die volgens deze wetgeving ten laste van de Compensatiekas vallen, alsook welke rapportering in dit kader gedaan moet worden.

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In dit compensatiereglement verstaat men onder :

- 1° de wet : de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen;
- 2° het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot regeling van sommige verzekeringsovereenkomsten tot waarborg van de terugbetaling van het kapitaal van een hypothecair krediet;
- 3° het Opvolgingsbureau : het Opvolgingsbureau voor de tarifiering bedoeld in artikel 217, §§ 1 en 2, van de wet;
- 4° de Compensatiekas : de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet;
- 5° de statuten : de statuten van de vzw Accesso die in de oprichting en de werking van de Compensatiekas voorzien;
- 6° verzekeringsovereenkomst : verzekeringsovereenkomst als bedoeld in artikel 224, eerste lid, van de wet.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. Moeten deelnemen aan de Compensatiekas en dit compensatiereglement naleven :

- 1° de verzekeringsondernemingen die in België verzekeringsovereenkomsten aanbieden;
- 2° de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen die in België hypothecaire kredieten aanbieden die worden aangegaan voor de verbouwing of verwerving van de eigen en enige gezinswoning van de kandidaat-verzekeringnemer.

Of een verzekeringsonderneming, een kredietinstelling of een hypotheekonderneming al dan niet tot de vzw Accesso is toegetreten, heeft geen invloed op de aard van haar verplichtingen tegenover de Compensatiekas.

Art. 3. De Compensatiekas heeft als opdracht om de volgende kosten om te slaan over de in artikel 2, 1° en 2° bedoelde ondernemingen :

- 1° de werkingskosten van het Opvolgingsbureau;
- 2° de werkingskosten van de vzw Accesso;
- 3° de tussenkosten van de vzw Accesso in de bijpremies als bedoeld in artikel 4 van de statuten.

De omslag van elk van deze kosten gebeurt volgens de bepalingen van artikel 27 van het koninklijk besluit en van hoofdstukken III tot en met V van dit reglement.

HOOFDSTUK III. — Omslag van de werkingskosten van het Opvolgingsbureau

Art. 4. De werkingskosten van het Opvolgingsbureau omvatten onder meer :

- 1° de vergoedingen van de Voorzitter en de leden van het Opvolgingsbureau, bedoeld in artikel 12, § 1, laatste lid, van het koninklijk besluit;
- 2° de kosten verbonden aan het secretariaat van het Opvolgingsbureau;
- 3° de kosten verbonden aan het beveiligd elektronisch platform, bedoeld in artikel 1, 12° van het huishoudelijk reglement van het Opvolgingsbureau.

Art. 5. De vzw Accesso vraagt in het tweede kwartaal van elk kalenderjaar (jaar J) aan de verzekeringsondernemingen, kredietinstellingen en hypotheekondernemingen een voorlopige bijdrage op die moet dienen om de voor het lopende kalenderjaar (jaar J) geraamde werkingskosten van het Opvolgingsbureau te dekken.

Het geraamde werkingsbedrag wordt als volgt verdeeld :

- 1° 50 % wordt gedragen door de sector van de verzekeringsondernemingen;
- 2° 50 % wordt gedragen door de sector van de kredietinstellingen en hypotheek-ondernemingen.

Elke in artikel 2, 1° bedoelde verzekeringsonderneming draagt bij tot het in het tweede lid, 1° bedoelde bedrag. De voorlopige bijdrage per verzekeringsonderneming wordt bekomen door dit bedrag te vermenigvuldigen met de verhouding van het aantal ontvankelijke dossiers dat het Opvolgingsbureau tijdens het vorige kalenderjaar (jaar J—1) behandelde en dat betrekking had op een beslissing van de desbetreffende onderneming tot het totaal aantal ontvankelijke dossiers dat het Opvolgingsbureau tijdens dat kalenderjaar behandelde. Indien er geen raming van het in het tweede lid, 1° bedoelde bedrag beschikbaar is, is de voorlopige bijdrage per verzekeringsonderneming gelijk aan haar definitieve bijdrage van het vorige kalenderjaar (jaar J-1).

Elke in artikel 2, 2° bedoelde kredietinstelling en hypotheekonderneming draagt bij tot het in het tweede lid, 2° bedoelde bedrag. Deze bijdrage wordt niet apart berekend maar mee opgeteld bij het om te slaan bedrag dat is verschuldigd op basis van Hoofdstuk IV van dit Reglement. De berekeningswijze van het omslaan van deze kost is identiek aan deze van artikel 9 en 10.

Art. 6. In het tweede kwartaal van het kalenderjaar volgend op het in artikel 5, eerste lid, bedoelde kalenderjaar (jaar J+1) maakt de vzw Accesso een afrekening op basis van de werkelijk gemaakte kosten (in jaar J) en worden de voorlopige bijdragen geregulariseerd.

De definitieve bijdrage per verzekeringsonderneming wordt bekomen door 50 % van de werkelijke werkingskosten te vermenigvuldigen met de verhouding van het aantal ontvankelijke dossiers dat het Opvolgingsbureau tijdens het in artikel 5, eerste lid, bedoelde kalenderjaar (jaar J) behandelde en dat betrekking had op een beslissing van de desbetreffende onderneming tot het totaal aantal ontvankelijke dossiers dat het Opvolgingsbureau tijdens dat kalenderjaar behandelde.

De definitieve bijdrage per kredietinstelling of hypotheekonderneming wordt niet apart berekend maar mee opgeteld bij het om te slaan bedrag dat is verschuldigd op basis van Hoofdstuk IV van dit Reglement. De berekeningswijze van het omslaan van deze kost is identiek aan deze van artikel 9 en 10.

De verzekeringsondernemingen waarvoor de afrekening een negatief saldo vertoont, betalen de vzw Accesso binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de afrekening. Na afloop van deze termijn, en op voorwaarde dat zij over de nodige gelden beschikt, gaat de vzw Accesso vervolgens over tot terugbetaling van de verzekeringsondernemingen waarvoor de afrekening een positief saldo vertoont.

Art. 7. De werkingskosten in het kader van de opstart van het Opvolgingsbureau kunnen worden voorgeschoten door Assuralia en Febelfin, elk ten belope van 50 %. Deze voorschotten worden terugbetaald door de vzw Accesso binnen een termijn van 24 maanden.

HOOFDSTUK IV. — Omslag van de werkingskosten van de vzw Accesso

Art. 8. De werkingskosten van de vzw Accesso omvatten onder meer :

- 1° de kosten verbonden aan het adequate beheer, de organisatie en de controle van de vzw Accesso als bedoeld in artikel 15 van de statuten;
- 2° de kosten verbonden aan het dagelijkse beheer van de vzw Accesso.

Art. 9. De vzw Accesso vraagt in het tweede kwartaal van elk kalenderjaar (jaar J) aan de verzekeringsondernemingen, kredietinstellingen en hypotheekondernemingen een voorlopige bijdrage op, die moet dienen om de voor het lopende kalenderjaar (jaar J) geraamde werkingskosten van de vzw Accesso te dekken.

Het geraamde werkingsbedrag wordt als volgt verdeeld :

- 1° 50 % wordt gedragen door de sector van de verzekeringsondernemingen;
- 2° 50 % wordt gedragen door de sector van de kredietinstellingen en hypotheek-ondernemingen.

Elke in artikel 2, 1° bedoelde verzekeringsonderneming draagt bij tot het in het tweede lid, 1° bedoelde bedrag. De voorlopige bijdrage per verzekeringsonderneming wordt bekomen door dit bedrag te vermenigvuldigen met de verhouding X / Y waarbij

- X = het aantal verzekeringsovereenkomsten van deze verzekeringsonderneming waarvoor tijdens het vorige kalenderjaar (jaar J-1) een deel van de bijpremie onder het compensatiemechanisme van de Compensatiekas viel;
- Y = het totaal aantal verzekeringsovereenkomsten waarvoor tijdens datzelfde kalenderjaar (jaar J-1) een deel van de bijpremie onder het compensatie-mechanisme van de Compensatiekas viel.

Indien er geen raming van het in het tweede lid, 1° bedoelde bedrag beschikbaar is, is de voorlopige bijdrage per verzekeringsonderneming gelijk aan haar definitieve bijdrage van het vorige kalenderjaar (jaar J-1).

Elke in artikel 2, 2° bedoelde kredietinstelling en hypotheekonderneming draagt bij tot het in het tweede lid, 2° bedoelde bedrag. De voorlopige bijdrage per kredietinstelling of hypotheekonderneming is gelijk aan haar definitieve bijdrage van het vorige kalenderjaar (jaar J-1).

De kredietinstellingen en hypotheekondernemingen die in de loop van jaar J door de FSMA ingeschreven of geregistreerd worden (wet "op het hypothecair krediet" van 4 augustus 1992) of van de FSMA een vergunning gekregen hebben of door haar geregistreerd zijn (wet "houdende invoeging van boek VII 'Betalings- en kredietdiensten' in het Wetboek van economisch recht" van 19 april 2014) betalen de minimale bijdrage, zoals bepaald in artikel 6, vastgesteld voor jaar J -1.

Art. 10. In het tweede kwartaal van het kalenderjaar volgend op het in artikel 9, eerste lid, bedoelde kalenderjaar (jaar J+1) maakt de vzw Accesso een afrekening op basis van de werkelijk gemaakte kosten en worden de voorlopige bijdragen geregulariseerd.

De definitieve bijdrage per verzekeringsonderneming wordt bekomen door 50 % van de werkelijke werkingskosten te vermenigvuldigen met de verhouding X / Y waarbij

- X = het aantal verzekeringsovereenkomsten van deze verzekeringsonderneming waarvoor tijdens het in artikel 9, eerste lid, bedoelde kalenderjaar (jaar J) een deel van de bijpremie onder het compensatiemechanisme van de Compensatiekas viel;
- Y = het totaal aantal verzekeringsovereenkomsten waarvoor tijdens datzelfde kalenderjaar (jaar J) een deel van de bijpremie onder het compensatie-mechanisme van de Compensatiekas viel.

De definitieve bijdrage per kredietinstelling of hypotheekonderneming wordt bekomen door 50 % van de werkelijke werkingskosten, verminderd met het totaal aan minimale vaste bijdragen betaald door de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen die volgens het regime van de minimale vaste bijdragen, zoals bepaald in de volgende alinea, betalen, te vermenigvuldigen met de verhouding van, enerzijds, het totale uitstaande bedrag aan hypothecaire kredieten van de betrokken kredietinstelling of hypotheekonderneming volgens de op het ogenblik van de berekening van deze bijdrage op de website van de FSMA gepubliceerde tabel "*Verschuldigd blijvende saldi hypothecaire kredieten - 31.12.[kalenderjaar]*" tot, anderzijds, het totale uitstaande bedrag, volgens die zelfde tabel, aan hypothecaire kredieten van alle kredietinstellingen en hypotheekondernemingen die niet volgens het regime van de minimale vaste bijdragen betalen.

De vzw Accesso bepaalt jaarlijks, op voordracht van de leden van Categorie B in haar Raad van Bestuur, een minimale vaste bijdrage te betalen door kredietinstellingen en hypotheekondernemingen met een totaal uitstaand bedrag aan hypothecaire kredieten van € 0 tot en met 50.000.000,00 en een minimale vaste bijdrage te betalen door kredietinstellingen en hypotheekondernemingen met een totaal uitstaand bedrag aan hypothecaire kredieten van € 50.000.000,01 tot en met 500.000.000,00. Deze beslissing zal worden bekrachtigd door de leden van deze Categorie op de eerstvolgende Algemene Vergadering van de vzw Accesso.

Na het sluiten van het boekjaar wordt deze kost voor Categorie B berekend en omgeslagen op alle ondernemingen in functie van hun marktaandeel. Indien de minimale vaste bijdrage het deel van de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen, die volgens dit regime betalen, in deze kost niet overschrijdt, dienen ze geen extra bijdrage meer te betalen.

De verzekeringsondernemingen, kredietinstellingen en hypotheekondernemingen waarvoor de afrekening een negatief saldo vertoont, betalen de vzw Accesso binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de afrekening. Na afloop van deze termijn, en op voorwaarde dat zij over de nodige gelden beschikt, gaat de vzw Accesso vervolgens over tot terugbetaling van de verzekeringsondernemingen, kredietinstellingen en hypotheekondernemingen waarvoor de afrekening een positief saldo vertoont.

Art. 11. De werkingskosten in het kader van de opstart van de vzw Accesso kunnen worden voorgeschieden door Assuralia en Febelfin, elk ten belope van 50 %. Deze voorschotten worden terugbetaald door de vzw Accesso binnen een termijn van 24 maanden.

HOOFDSTUK V. — *Omslag van de tussenkomsten van de vzw Accesso in de bijpremies*

Art. 12. Binnen een termijn van 2 maanden volgend op het vorige kalenderjaar maakt elke in artikel 2, 1° bedoelde verzekeringsonderneming een "premiebestand" over aan de vzw Accesso dat alle inlichtingen bevat die de Compensatiekas nodig heeft ter vervulling van haar wettelijke opdracht.

Dit premiebestand vermeldt voor elke verzekeringsovereenkomst waarvoor tijdens het vorige kalenderjaar (jaar J-1) een deel van de bijpremie onder het compensatiemechanisme van de Compensatiekas viel, onder meer :

- 1° het bedrag van de bijpremie(s) die niet aangerekend werd(en) aan de verzekeringnemer en dus onder het compensatiemechanisme vallen;
- 2° de naam van de betrokken kredietinstelling of hypotheekonderneming die het hypothecair krediet aanbiedt en waarvan de verzekeringsovereenkomst de terugbetaling waarborgt.

De vzw Accesso kan een vaste structuur voor dit premiebestand opleggen.

De vzw Accesso kan tevens tussentijds een premiebestand opvragen dat betrekking heeft op een deel van het kalenderjaar. In dit geval maakt elke in artikel 2, 1° bedoelde verzekeringsonderneming dit bestand over binnen een termijn van 2 maanden volgens op het verzoek.

Indien de termijn bedoeld in het eerste en het vierde lid wordt overschreden, zal een herinnering gestuurd worden met de vraag om het premiebestand binnen een termijn van uiterlijk 10 werkdagen aan te leveren.

Art. 13. Alvorens tot compensatie over te gaan, kijkt de vzw Accesso de premiebestanden na op hun volledigheid en correctheid. Indien zij vaststelt dat een bestand onvolledig is of twijfelt aan de correctheid ervan, wordt de betrokken verzekeringsonderneming ingelicht en gevraagd om het premiebestand na te kijken.

De verzekeringsonderneming verbetert het premiebestand waar nodig en maakt het verbeterd premiebestand over aan de vzw Accesso binnen de door de vzw bepaalde termijn en uiterlijk op het einde van het eerste kwartaal van het kalenderjaar waarin gerapporteerd moet worden.

Art. 14. Per verzekeringsovereenkomst wordt de tussenkomst in de bijpremie(s) die een verzekeringsonderneming toekende aan een verzekeringnemer als volgt verdeeld :

- 1° 50 % van de tussenkomst blijft bij wijze van eigen risico voor rekening van de verzekeringsonderneming die de verzekeringsovereenkomst heeft gesloten;
- 2° 50 % van de tussenkomst wordt gedragen door de kredietinstelling of hypotheek-onderneming die het hypothecaire krediet heeft toegekend.

Art. 15. In het tweede kwartaal van elk kalenderjaar (jaar J) stelt de vzw Accesso een afrekening met betrekking tot het afgelopen jaar (jaar J-1) op per verzekeringsonderneming, kredietinstelling en hypotheekonderneming volgens de in artikelen 14 beschreven modaliteiten en maakt zij deze afrekeningen over aan de betrokken ondernemingen.

De afrekening voor een kredietinstelling of hypotheekonderneming vermeldt onder meer :

- 1° een overzicht van de verzekeringsovereenkomsten die in rekening werden gebracht;
- 2° het totale bedrag dat de kredietinstelling of hypotheekonderneming verschuldigd is aan de vzw Accesso.

De afrekening voor een verzekeringsonderneming vermeldt onder meer :

- 1° een overzicht van de verzekeringsovereenkomsten die in rekening werden gebracht;
- 2° het totale bedrag dat de verzekeringsonderneming zal worden terugbetaald door de vzw Accesso.

Indien een onderneming een fout vaststelt in de afrekening, licht zij de vzw Accesso hiervan zo snel mogelijk in en uiterlijk binnen een termijn van 10 werkdagen na ontvangst van de afrekening.

Art. 16. De kredietinstellingen betalen de vzw Accesso binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de afrekening. Na afloop van deze termijn, en op voorwaarde dat zij over de nodige gelden beschikt, gaat de vzw Accesso vervolgens over tot terugbetaling van de verzekeringsondernemingen. Eventuele niet-betaalde bijdragen van een verzekeringsonderneming in de werkingskosten van de vzw Accesso of van het Opvolgingsbureau kunnen in mindering gebracht worden van het aan de verzekeringsonderneming terug te betalen bedrag.

Art. 17. Een verzekeringsonderneming kan met een kredietinstelling of hypotheekonderneming onderling overeenkomen dat de in artikel 14, 2° bedoelde bijdrage, buiten de vzw Accesso om, rechtstreeks vereffend wordt door deze kredietinstelling of hypotheek-onderneming.

Indien een verzekeringsonderneming hiervan gebruik maakt, wordt dit vermeld in de in artikel 12 beschreven rapportering zodat hiermee rekening kan worden gehouden in de in artikel 15 beschreven afrekening.

Het feit dat een verzekeringsonderneming en een kredietinstelling of hypotheek-onderneming onderling overeenkomen dat de in artikel 14, 2° bedoelde bijdrage, buiten de vzw Accesso om, rechtstreeks vereffend wordt door deze kredietinstelling of hypotheek-onderneming, heeft geen invloed op de bijdragen die elkeen verschuldigd is in de werkingskosten van het Opvolgingsbureau en van de vzw Accesso.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2015 tot erkenning van de Compensatiekas bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen

Gegeven te Brussel, 4 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS